



CEROM

Comptes Économiques
Rapides pour l'Outre-mer



iEDOM
BANQUE DE FRANCE-EUROSystème
EN OUTRE-MER

AFD
AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT

Insee
Mesurer pour comprendre

Comptes économiques rapides de La Réunion en 2025

En 2025, léger rebond de la croissance économique réunionnaise

En 2025, l'activité économique repart légèrement à La Réunion. Le produit intérieur brut (PIB) progresse de 1,1 % en volume après une année particulièrement atone en 2024 (+0,5 %). La croissance réunionnaise redevient plus dynamique qu'au niveau national (+0,8 %).

La croissance économique régionale est portée principalement par les dépenses des administrations publiques (+2,5 % en volume) et par la consommation des ménages (+1,2 % en volume). Toutefois, comme au niveau national, la consommation des ménages fléchit malgré le net ralentissement de l'inflation. Le revenu disponible brut de l'ensemble des ménages continue néanmoins de croître à La Réunion (+1,5 % en volume contre une baisse de 0,4 % dans l'Hexagone), sous l'effet de la hausse des revenus d'activité et des prestations sociales.

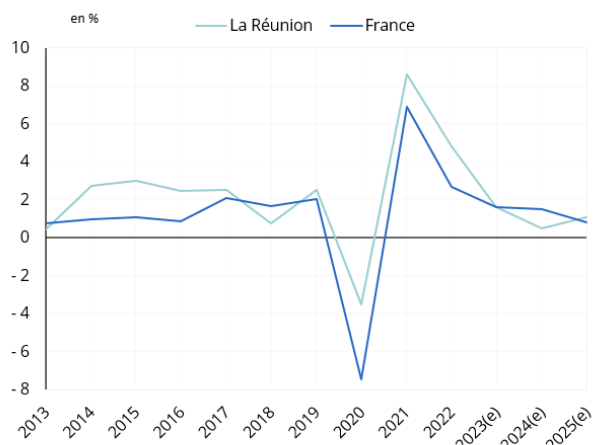
En 2025, au niveau régional comme au niveau national, l'investissement repart à la hausse après une forte baisse en 2024. Il en est de même pour les exportations, portées par les dépenses des touristes. Toutefois, la croissance des importations joue négativement sur le PIB.

À La Réunion, en 2025, l'activité économique se redresse légèrement. Le produit intérieur brut (PIB) augmente de 1,1 % en euros constants après une année 2024 particulièrement atone (+0,5 %). La croissance économique est de nouveau plus dynamique qu'au niveau national (+0,8 %) (figure 1).

Le PIB par habitant s'élève à 28 300 euros en 2025, en hausse de 2,0 % sur un an, contre une augmentation de 3 % en 2024. Il représente ainsi 65,4 % du niveau national.

1. La croissance du produit intérieur brut (PIB) se redresse en 2025

Évolution du taux de croissance du PIB en volume à La Réunion et en France



(e) : estimation
Sources : Insee, comptes nationaux et comptes régionaux définitifs jusqu'en 2022 (base 2020); Cerom, comptes rapides (2023-2025, base 2020).

En 2025, comme en 2024, les deux principaux moteurs de la croissance restent les dépenses des administrations publiques et la consommation des ménages. Elles contribuent respectivement à hauteur de 1,1 point et 0,8 point à la hausse du PIB. L'investissement soutient également l'activité économique (+0,3 point) après l'avoir fortement freinée en 2024 (-0,8 point). Le commerce extérieur continue de contribuer négativement à la croissance économique (-0,9 point) (figure 2).

2. Le PIB augmente de 1,1 % en volume en 2025

Le PIB à La Réunion et ses principales composantes

	2025(e)	Évolution 2024/2025			Contribution à la croissance
		Volume	Prix	Valeur	
	En milliards d'euros	en %			en points
Produit Intérieur Brut	25,7	1,1	1,7	2,8	1,1
Consommation des ménages	16,6	1,2	1,2	2,4	0,8
Consommation des administrations publiques	11,0	2,5	0,2	2,7	1,1
Investissement	4,9	1,6	0,4	2,0	0,3
Importations	8,1	3,5	-2,1	1,3	-1,1
Exportations (y.c dépenses des touristes)	1,2	3,6	-1,1	2,5	0,2

(e) estimation.
Lecture : en 2025, le PIB progresse de 1,1 % en volume (hors effet prix) par rapport à 2024.
Sources : Insee, Cerom, comptes rapides (2024-2025).

En France, l'activité ralentit : le PIB croît de 0,8 % après une croissance de 1,5 % en 2024. Cette hausse est principalement soutenue par la demande intérieure et la reconstitution des stocks, tandis que le commerce extérieur pèse sur la croissance. La consommation des ménages ralentit (+0,4 %) malgré un recul de l'inflation, et l'investissement repart un peu à la hausse (+0,5 %) après un recul en 2024 (-0,9 %). Les exportations restent soutenues mais les importations augmentent davantage, ce qui dégrade légèrement la balance commerciale. Dans le même temps, le pouvoir d'achat des ménages recule de 0,7 % par unité de consommation, sous l'effet notamment de la baisse des revenus du patrimoine et du ralentissement des revenus d'activité.

Dans le monde, en 2025, le commerce mondial progresse de 3,6 % en moyenne annuelle, après +3,3 % en 2024. En dépit d'un marché du travail atone, l'économie américaine continue de croître (+2,1 % après +2,8 %), entraînée par les investissements massifs dans l'intelligence artificielle. La zone euro enregistre en 2025 une hausse du PIB plus soutenue qu'en 2024 (+1,5 % après +0,9 %), mais cette accélération est inégale entre les économies de la zone. Enfin, en Chine, l'activité s'accroît de 5 %, soutenue par le commerce extérieur, avec une accélération en fin d'année.

Source : Insee, note de conjoncture – mars 2026

L'inflation annuelle ralentit fortement mais reste supérieure au niveau national

En 2025, les prix à la consommation augmentent de 1,4 % en moyenne annuelle à La Réunion. L'inflation ralentit ainsi fortement sur l'île (+2,8 % en 2024). Elle reste cependant supérieure au niveau national pour la deuxième année consécutive (+0,9 % en 2025 et +2 % en 2024).

La hausse des prix des services contribue bien davantage que les autres postes à l'inflation annuelle en 2025. Leurs prix augmentent de 3,2 % en moyenne sur l'année (+3,1 % en 2024). En revanche, la croissance des prix de l'alimentation ralentit nettement (+2,1 % après +5,4 %

en 2024). Les prix des produits manufacturés décélèrent de nouveau et se stabilisent en 2025 (+0,1 % après +0,5 % en 2024). Pour la première fois depuis quatre ans, les prix de l'énergie diminuent (-7,6 % après avoir augmenté de 4 % en 2024), sous l'effet conjugué d'une baisse des prix des produits pétroliers et des tarifs de l'électricité.

La consommation des ménages continue de croître mais ralentit

En 2025, la consommation des ménages continue d'augmenter mais sa croissance est plus modérée que l'année précédente (+1,2 % en volume après +1,5 % en 2024). En effet, le revenu disponible brut de l'ensemble des ménages croît de manière moins dynamique qu'en 2024 (+1,5 % en volume après +1,7 %) malgré la moindre pression des prix.

Au niveau national, la consommation des ménages ralentit également en 2025 (encadré 1) : le revenu disponible des ménages baisse de 0,4 % (figure 3).

3. Le revenu disponible brut progresse à La Réunion

Évolution du revenu disponible brut en 2025

Territoire	Total		Par habitant	
	en valeur	en volume*	en valeur	en volume*
La Réunion (e)	2,7	1,5	2,0	0,8
France	0,5	-0,4	0,1	-0,7

(e) : estimation

*les évolutions en volume sont calculées à prix constants (hors effet des variations de prix).

Sources : Insee, comptes nationaux et régionaux 2025 base 2020 - Cerom, comptes rapides.

Le fléchissement du revenu disponible s'explique tout d'abord par des revenus d'activité atones en région. La masse salariale globale n'augmente ainsi que de 1,4 % en valeur en 2025, après +3,4 % en 2024 et +6,0 % en 2023. Ce fléchissement est lié pour partie à une moindre croissance de l'emploi salarié en 2025 : celui-ci augmente de 0,4 % sur un an, soit nettement moins que les deux années précédentes (+0,6 % en 2024 et +1,2 % en 2023). L'emploi salarié est cependant mieux orienté qu'au niveau national où il recule en 2025 (-0,2 %) (figure 4). Au total, à La Réunion, en moyenne sur l'année 2025, 54 % des personnes âgées de 15 à 64 ans sont en emploi (salarié ou non salarié).

Dans le secteur privé, la masse salariale croît de 1,6 % en valeur en 2025. Sa hausse était plus marquée en 2024 (+2,4 %) : l'habituelle revalorisation du salaire minimum au 1er janvier a été anticipée en novembre 2024. L'emploi salarié croît en 2025 dans le privé (+0,8 % sur un an soit +1 600 emplois) alors qu'il s'était replié en 2024 (-0,2 %). En 2025, la hausse des créations d'emplois salariés est portée par les services aux entreprises (+2,1 %), l'hébergement restauration (+3,2 %) ainsi que

l'industrie (+1,6 %). En revanche, l'emploi diminue dans la construction (-1,8 %).

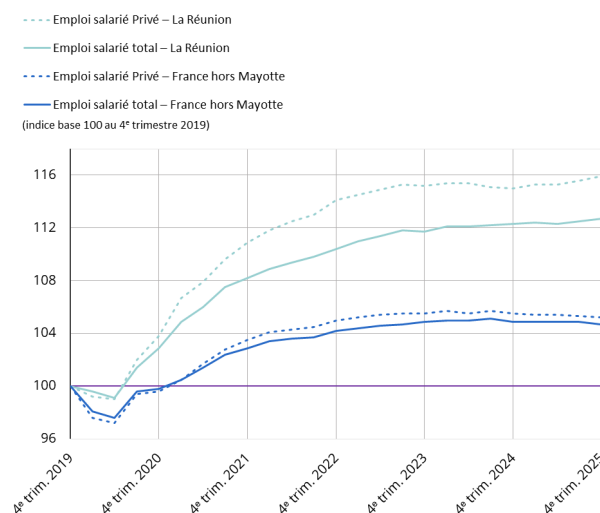
Dans le secteur public, la faible progression de la masse salariale (+1,2 % après +4,5 % en 2024) s'explique par la baisse de l'emploi (-0,5 % sur un an soit -500 emplois) et le gel de la valeur du point d'indice. En 2024, l'emploi salarié avait augmenté dans le public (+2,2 %).

Par ailleurs, les prestations sociales continuent de soutenir le revenu disponible brut des ménages mais ont de même une dynamique moins forte qu'en 2024. Elles augmentent de 4,4 % en moyenne sur un an après une hausse de 6,3 % en 2024. D'une part, le montant global des allocations chômage continue de croître fortement (+9 %, comme en 2024) du fait notamment de la hausse de 4 % du nombre de bénéficiaires de l'assurance-chômage. D'autre part, les prestations versées par la Caisse des allocations familiales (hors logement) n'augmentent que de 1,4 % (+2,8 % en 2024), suite à la baisse du nombre d'allocataires touchant au moins une prestation légale. Enfin, les prestations de retraites croissent également sous l'effet d'une revalorisation de 2,2 % des pensions au 1er janvier 2025.

Les prestations en nature augmentent de 3,2 % en 2025 (+4,4 % en 2024). Ces prestations correspondent notamment à la prise en charge par la collectivité de l'essentiel des coûts de certains biens et services tels que l'éducation, la santé, via les remboursements de sécurité sociale, ou les aides au logement dont les ménages disposent mais qui ne rentrent pas dans le revenu disponible brut.

4. Les créations d'emplois sont mieux orientées que dans l'Hexagone en 2025

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié



Notes : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS en fin de trimestre.

Champ : Emploi salarié total.

Sources : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Les dépenses des administrations publiques restent bien orientées

En 2025, les dépenses des administrations publiques restent bien orientées : elles progressent de 2,5 % en volume, un rythme comparable à celui de 2024 (+2,2 %). Elles sont portées par la hausse des dépenses de fonctionnement en consommations intermédiaires (consommable médical et vaccins notamment), plus dynamiques que la masse salariale, en lien avec la gestion de l'épidémie de chikungunya.

L'investissement repart en 2025

Comme au niveau national, l'investissement repart à la hausse à La Réunion (+1,6 % en volume) après une forte baisse en 2024. Sa contribution à la croissance du PIB devient positive mais reste faible (0,3 point). Dans un contexte de taux plus favorables, les encours de crédit à l'investissement progressent.

Les investissements en produits d'équipement (machines ou matériel informatique) augmentent après une chute en 2024.

De même, les autorisations de construction de logements croissent de 3 % sur un an malgré la baisse de l'emploi dans le secteur.

Par ailleurs, les investissements publics sont dynamisés par les dépenses de reconstruction suite au passage du cyclone Garance en février 2025, et le développement des équipements de traitement et de valorisation des déchets.

Les exportations de biens et services progressent et contribuent positivement à la croissance

Les exportations (y compris les dépenses des touristes sur le territoire réunionnais) augmentent de 3,6 % en volume en 2025, après une baisse de 3,4 % en 2024. Elles contribuent positivement à la croissance du PIB (+0,2 point), mais de manière plus marginale que ses autres composantes. L'Hexagone et l'Asie sont les deux principaux clients de biens et marchandises exportés par l'île (figure 5).

Les évolutions sont toutefois contrastées : les exportations de biens et marchandises baissent de 2,5 % en 2025, tandis que les recettes issues de la dépense des touristes en visite à La Réunion accélèrent (+3,5 % en valeur au 1er semestre 2025 par rapport au 1er semestre 2024 contre +0,2 % un an plus tôt).

Les exportations de biens et marchandises baissent principalement à cause de la chute des exportations de sucre à destination de l'Hexagone, de l'Italie ou du Portugal. Ce constat tient à la mauvaise campagne sucrière suite au cyclone Garance. Les exportations, vers l'Asie ou l'Amérique

du Nord, de poissons de la pêche australe placés sous le régime d'entrepôt douanier diminuent également (figure 6).

5. L'Hexagone et l'Asie principaux partenaires commerciaux

Répartition des fournisseurs et clients de La Réunion en 2025 et évolution par rapport à 2024

Fournisseurs et clients	2025 (en millions d'euros)	Part 2025 (en %)	Évolution 2025/2024 (en %)
Ensemble des importations	7 166	100	1,1
France hexagonale	4 237	59	0,2
Asie	1 382	19	-5,1
UE (hors France)	1 079	15	12,9
Afrique	128	2	1,2
Îles océan Indien ¹	62	1	13,0
Reste du monde	278	4	5,9
Ensemble des exportations (y.c. entrepôts douaniers)	382	100	-2,5
France hexagonale	102	27	-7,4
Asie	98	26	-0,1
UE (hors France)	38	10	-26,2
Îles océan Indien*	70	18	64,8
Amérique du Nord	32	8	-29,0
Reste du monde	43	11	-5,4

* Mayotte, Madagascar, Maurice, Comores, Seychelles.

Source : Douanes.

Ces baisses ne sont pas compensées par la hausse des exportations de biens d'équipement et intermédiaires. Il s'agit surtout d'exportations vers les îles voisines de l'océan indien (Mayotte, Madagascar, Maurice, Comores et Seychelles) avec 18 % des exportations de biens de l'île, principalement des voitures et des matériaux à destination de Mayotte, dans le cadre de l'aide à la reconstruction suite au passage du cyclone Chido sur l'île en décembre 2024.

6. Importations en hausse et exportations de sucre en baisse en 2025

Répartition des importations et exportations à La Réunion en 2025 et évolution par rapport à 2024

Types de produits	2025 (en millions d'euros)	Part 2025 (en %)	Évolution 2025/2024 (en %)
Ensemble des importations	7 166	100	1,1
Biens de consommation non durables	2 323	32	3,1
Biens d'équipement	1 885	26	3,5
Biens intermédiaires	1 891	26	5,0
Énergie	514	7	-17,8
Biens de consommation durables	357	5	-7,4
Autres produits	196	3	-1,8
Ensemble des exportations (y.c. entrepôts douaniers)	382	100	-2,5
Biens de consommation non durables	219	57	-13,6
Dont poissons	116	30	-3,5
sucre	34	9	-46,5
rhum	21	5	1,0
Biens d'équipement	67	17	27,1
Biens intermédiaires	37	10	25,1
Biens de consommation durables	6	2	45,0
Autres produits	53	14	2,1

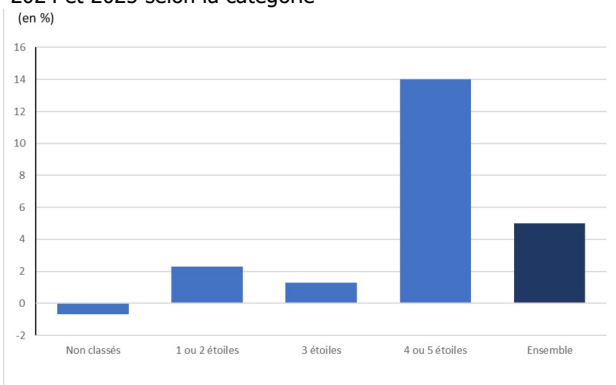
Source : Douanes.

Les recettes issues de la dépense des touristes en visite à La Réunion augmentent en 2025, sous l'effet notamment d'une hausse de la fréquentation des hôtels et autres hébergements collectifs de tourisme.

Celle-ci augmente de 5 %, après une relative stabilité en 2024 (-0,6 %) (figure 7). La fréquentation augmente tout au long de l'année 2025, sauf en mars, après le passage du cyclone Garance fin février et l'épidémie de Chikungunya. La hausse concerne surtout les établissements de l'Ouest (+8 %). La fréquentation croît dans tous les établissements classés, mais plus fortement dans ceux classés en 4 ou 5 étoiles (+14 %). En revanche, la fréquentation est stable dans les établissements non classés. La clientèle résidant en France reste largement majoritaire et représente 92 % des nuitées. Par rapport à 2024, la fréquentation augmente tant pour la clientèle résidant en France (+5 %) que pour celle résidant à l'étranger (+9 %).

7. Le nombre total de nuitées dans les hôtels et autres hébergements collectifs de tourisme augmente de 5 % en 2025

Évolution à La Réunion du nombre total de nuitées dans les hôtels et autres hébergements collectifs de tourisme entre 2024 et 2025 selon la catégorie



Note : En raison des arrondis, le cumul des nuitées par catégorie peut différer du total de nuitées.

Lecture : À La Réunion, en 2025, la fréquentation dans les hôtels et autres hébergements collectifs touristiques de catégorie 1 ou 2 étoiles, s'élève à 174 600 nuitées, en hausse de 2,3 % par rapport à 2024.

Source : Insee, enquêtes de fréquentation dans les hôtels et autres hébergements collectifs de tourisme.

Les importations grèvent davantage la croissance qu'en 2024

En 2025, les importations de biens et services s'accroissent de 3,5 % en volume, après une hausse de 1,6 % en 2024. De fait, cela renforce leur contribution négative à la croissance du PIB (-1,1 point). L'Hexagone reste le principal fournisseur de La Réunion avec 59 % des importations de biens et marchandises. Les importations des îles voisines de l'océan Indien restent marginales (figure 5).

Les importations de biens intermédiaires croissent le plus fortement (+5 % en valeur) (figure 6). Elles sont tirées par les importations de biodiesel de l'Hexagone et de pellets de bois d'Australie destinées à la production électrique.

Les importations de biens d'équipement, composées notamment de voitures en provenance d'Asie et de générateurs de vapeurs composants des centrales électriques, restent dynamiques (+3,5 % en valeur).

La hausse des importations de biens de consommation non durables (+3,1 %) est portée par le secteur pharmaceutique, en lien avec les importations de sérums et de vaccins dans un contexte d'épidémie de chikungunya en 2025.

À l'inverse, la valeur des importations des énergies fossiles, provenant principalement de Singapour, recule sous l'effet conjugué de la baisse des prix des carburants et des quantités importées. Ainsi, la part de l'énergie dans les importations de biens ne cesse de diminuer pour atteindre 7 %, soit une baisse de 2 points de contribution.

Définitions

Le **Produit intérieur brut (PIB)** mesure la richesse produite sur un territoire donné, grâce à la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits sur le territoire.

Une grandeur économique peut se mesurer de deux façons différentes : à prix courants (en valeur) ou à prix constants (en volume). Pour mesurer la croissance économique, on s'intéresse aux variations du produit intérieur brut (PIB) en volume, c'est-à-dire en sans tenir compte de la variation des prix. La croissance correspond donc à la seule évolution des quantités produites. En pratique, parce qu'il est difficile de mesurer directement l'évolution des quantités produites, la croissance est calculée par différence entre l'évolution du PIB en valeur et l'évolution des prix.

Quatre déflateurs sont principalement utilisés pour tenir compte des évolutions de prix :

- l'**indice des prix à la consommation** : c'est l'instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution des prix des produits, à qualité constante.

- les **prix de la dépense de consommation finale des ménages**. Ce déflateur s'appuie, pour la majorité des produits, sur les évolutions de prix collectés pour les besoins de l'indice des prix à la consommation (IPC). Cependant, le champ des produits suivis en comptabilité nationale est plus large que celui de l'IPC. En outre, le déflateur de la dépense de consommation donne un poids différent de celui de l'IPC aux divers postes de la consommation. Il se fonde sur leur poids courant dans la dépense de consommation, alors que l'IPC s'appuie sur leur poids passé.

- les **prix du PIB** : c'est le déflateur du PIB, qui synthétise les évolutions de prix de toutes les composantes du PIB (consommation finale des ménages, des administrations, investissements, exportations et importations, etc.). (cf. l'encadré de l'Insee Première n° 1554).

Le **revenu disponible brut des ménages (RDBM)** est constitué des revenus d'activité perçus (salaires et revenus des non-salariés), des prestations sociales versées, du solde des revenus du patrimoine (intérêts et revenus financiers reçus moins ceux versés), ainsi que du solde des autres transferts (notamment assurances). Du total de ces revenus sont déduits les cotisations sociales et les impôts directs payés par les ménages (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS, etc.).

Méthodologie

Des données en base 2020

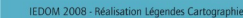
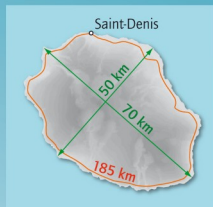
En septembre 2024, les comptes régionaux comme nationaux changent de « base » : ils passent en base 2020. Le changement de base permet de recaler l'intégralité des séries des comptes nationaux et régionaux sur de meilleures sources et de modifier certaines méthodes afin de mieux décrire le fonctionnement de l'économie.

Pour la France, les indicateurs présentés sont issus des comptes nationaux annuels en base 2020. Pour La Réunion, les indicateurs sont issus des comptes régionaux annuels en base 2020 : il s'agit de comptes définitifs annuels jusqu'en 2022, puis d'estimations issues du modèle Tablo pour les années 2023 à 2025. Les comptes des années précédentes rétropolés en nouvelle base seront mis en ligne prochainement.

Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie réunionnaise

Le modèle Tablo utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. À La Réunion, ce modèle est construit avec 22 branches et 22 produits.

Le modèle est basé sur le Tableau des entrées-sorties (TES) de la Comptabilité nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.



Les comptes économiques rapides reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

Comptes économiques rapides de La Réunion en 2024 - En 2024, la croissance économique marque le pas, juillet 2025



Tsee
NOUVELLE-CALÉDONIE

717